

ACTIV PRÊT

Fiche produit

AXA assurance de prêt

Ce document est transmis à titre d'information et ne prévaut nullement sur la notice d'information du contrat.

Garanties proposées

<p>FORMULE 1 : - Décès + Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (PTIA)</p>	<p>- Décès et PTIA toutes causes (maladie ou accident) pour un capital assuré de 1€ à 3 000 000€. > Remboursement au prêteur du capital restant dû au jour du décès ou de la reconnaissance de la PTIA dans la limite de la quotité assurée.</p>
<p>FORMULE 1bis : - DÉCÈS/PTIA + Invalidité Permanente et Totale (IPT)</p>	<p>- IPT : Prise en charge de l'invalidité à partir d'un taux contractuel d'incapacité supérieur ou égal à 66% (prise en charge mensuelle maximum : 8 000€). Le taux d'incapacité est apprécié en fonction de l'incapacité fonctionnelle et de la profession de l'Assuré. > Prise en charge de 100% du montant de l'échéance de prêt affecté de la quotité assurée, à compter du 91ème jour continu d'incapacité ou d'invalidité.</p>
<p>FORMULE 2 : - DÉCÈS/PTIA + IPT + Incapacité Temporaire et Totale de Travail (ITT)</p>	<p>- ITT : l'assuré se trouve à la suite d'une maladie ou d'un accident, dans l'impossibilité complète d'exercer sa profession (ou ses occupations habituelles, si l'Assuré est sans activité professionnelle au moment du sinistre) - Inclus : Incapacité Temporaire Partielle de Travail (ITP) : Reprise partielle d'une activité professionnelle, dans le cadre d'un mi-temps thérapeutique faisant suite à une ITT. > Prise en charge de 50% du montant de l'échéance de prêt affecté de la quotité assurée.</p>
<p>FORMULE 3 : - DÉCÈS/PTIA - IPT/ITT + Invalidité Permanente et Partielle (IPP)</p>	<p>- IPP : Prise en charge de l'invalidité pour un taux contractuel d'incapacité compris entre 33% et 66% (prise en charge mensuelle maximum : 8 000€) > Prise en charge d'une partie des échéances de prêt affectée de la quotité assurée. Calcul : $(N-33/33)$ des sommes dues en cas d'incapacité totale x quotité (N étant le taux contractuel d'incapacité).</p>
<p>FORMULE 4 : GARANTIE BÉNÉFICIAIRES CROISÉS (BC)</p>	<p>- Cibles : les personnes ayant souscrit une assurance emprunteur au bénéfice de l'organisme prêteur avec une quotité inférieure à 100%. > L'option Bénéficiaires Croisés leur permet de compléter cette couverture en garantissant un bénéficiaire désigné pour la quotité restante. - Prise en charge uniquement en cas de Décès et PTIA - Montant à garantir : entre 20 000 € et 350 000 € (exclus pour les prêts personnels).</p>
<p>OPTION 1 : PERTE D'EMPLOI (PE)</p>	<p>- Uniquement si les formules 2 ou 3 ont été choisies et pour les prêts amortissables et modulables (exclus pour les prêts personnels) - Prise en charge : 50 % de la base de calcul* (avec un maximum de 40€ journalier) <i>*Base de calcul : échéance due x quotité x 1/30 si échéance mensuelle</i> - Conditions d'indemnisation : cf. P5 - paragraphe XIII.</p>
<p>OPTION 2 : PRÉFÉRENCE</p>	<p>Suppression des exclusions liées aux maladies non objectives (MNO) psychiques et disco-vertébrales (indissociables l'une de l'autre) (cf. paragraphe XIV : risques exclus de la notice d'information) - Pour les assurés ayant souscrit à cette option, ces exclusions ne seront pas appliquées.</p>

Conditions d'admission

LES ASSURÉS ET LES GARANTIES ASSOCIÉES	<ul style="list-style-type: none"> - Emprunteur, co-emprunteur : toutes garanties. - Caution (personne physique) d'une personne morale : Décès/PTIA/ITT/IPT/IPP. - Personne en situation de retraite ou pré-retraite : Décès/PTIA & BC. - Personne en situation de chômage (indemnisée ou non par Pôle Emploi) ou sans activité professionnelle : Décès/PTIA & BC. - Intermittent du spectacle : toutes garanties. - Personne en congé maternité : toutes garanties. - Personne en congé parental : toutes garanties si rémunéré sauf P.E.
TERRITORIALITÉ	<ul style="list-style-type: none"> - Décès/PTIA & BC : l'assuré résidant en France ou dans un pays membre de l'Union Européenne et dont la résidence fiscale se situe dans l'Union Européenne. - ITT, IPT, IPP et PE ne peuvent être demandées que si : <ul style="list-style-type: none"> • réside habituellement en France et a un contrat de travail français ou étranger ; • ou réside dans l'un des pays de l'Union Européenne et bénéficie d'un contrat de travail français.
TYPES DE PRÊTS	<ul style="list-style-type: none"> - Prêts immobiliers, mobiliers, étudiants - Prêts professionnels (pour les sociétés de 10 salariés ou plus) - Prêts personnels amortissables, d'un montant minimum de 10 000 €
DURÉE MAXIMALE DES PRÊTS (comprenant les reports d'échéance et le différé)	<ul style="list-style-type: none"> - Prêts amortissables/prêts relatifs à une VEFA, prêts modulables : <ul style="list-style-type: none"> • 35 ans pour les assurés de moins de 45 ans • 30 ans pour les assurés de 45 ans et plus (pour les VEFA, 36 mois maximum entre la date de l'offre de prêt et le dernier déblocage des fonds) - Prêts à palier : 30 ans - Prêts in fine, LOA, Crédit-bail : 20 ans - Crédits relais (avec intérêts réglés périodiquement ou capitalisés) : 36 mois (uniquement Décès/PTIA)
ÂGE MAXIMUM À L'ADHÉSION	<ul style="list-style-type: none"> - Décès : <ul style="list-style-type: none"> • 84 ans inclus si le capital à assurer est inférieur ou égal à 500 000 € • 64 ans inclus si le capital à assurer est supérieur à 500 000 € - PTIA, IPT et IPP : 69 ans inclus - ITT, bénéficiaires croisés : 64 ans inclus - Perte d'emploi : 64 ans inclus
ÂGE MAXIMUM EN PRESTATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Décès : <ul style="list-style-type: none"> • 90^{ème} anniversaire si le capital à assurer est inférieur ou égal à 500 000 € • 75^{ème} anniversaire si le capital à assurer est supérieur à 500 000 € - PTIA, IPT et IPP : 70^{ème} anniversaire - ITT : 67^{ème} anniversaire - Bénéficiaires croisés : 70^{ème} anniversaire - Perte d'emploi : 65^{ème} anniversaire > Cessation des garanties ci-dessous à la date de renouvellement de l'adhésion qui suit le 10^{ème} anniversaire.
CALCUL DE L'ÂGE DE L'ASSURÉ	- Âge exact.
Spécificités du contrat	
TYPE DE TARIF	<ul style="list-style-type: none"> - Tarif non révisable pour toutes les garanties hormis pour la Perte d'Emploi : l'assureur n'a pas la possibilité de revoir le taux des cotisations en cours de contrat, à l'exception des augmentations ou de mise en place de nouvelles taxes décidées par les pouvoirs publics. - Tarif Révisable pour la Perte d'Emploi : l'assureur a la possibilité de revoir le taux des cotisations en cours de contrats.
MODE DE CALCUL DES COTISATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Calcul sur le capital restant dû (CRD) - Calcul sur le capital initial (CI)

DÉCLARATION DE CHANGEMENT	<ul style="list-style-type: none"> - Pas d'obligation de déclaration du changement : tabac, activité professionnelle, sports - Obligation d'information des changements concernant le(s) prêt(s) assuré(s).
SÉJOURS À L'ÉTRANGER	<ul style="list-style-type: none"> - Couverture monde entier - Tarif normal pour les séjours à titre professionnel ou dans un but humanitaire ou de loisir, pour une durée inférieure à 3 mois consécutifs, dans un des pays suivants : l'Union Européenne, les Etats-Unis, le Canada, la Croatie, la Norvège, la Serbie/Yougoslavie, la Suisse, la Bosnie Herzégovine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Hong-Kong, le Japon et Singapour.
ASSOCIATION	<ul style="list-style-type: none"> - ASSUREA : ASSociation pour l'Union et le Recours EN Assurance (8€/an)

Modifications en cours de contrat

CHANGEMENT DE GARANTIES ET DE QUOTITÉS	<ul style="list-style-type: none"> - Changement de quotité possible, en date d'anniversaire de la date d'effet avec un préavis de 2 mois. - Changement des garanties possible à tout moment. - Dans les deux cas : <ul style="list-style-type: none"> • Si diminution de la quotité ou des garanties, il faut l'accord de l'organisme prêteur, • Si augmentation de la quotité ou des garanties : nouvelle sélection médicale.
RÈGLE DE RENONCIATION AU CONTRAT	<ul style="list-style-type: none"> - Par lettre recommandée avec accusé de réception et accompagnée de l'accord de l'organisme prêteur, dans les 30 jours qui suivent le premier prélèvement de la cotisation d'assurance.
RÈGLES DE RÉSILIATION EN COURS DE CONTRAT	<ul style="list-style-type: none"> - Résiliation possible à tout moment durant les 12 mois suivants la date de signature de l'offre de prêt (loi Hamon) par lettre recommandée avec accusé de réception et avec accord de la banque indiquant la date de prise d'effet de la nouvelle adhésion (au plus tard 15 jours avant le terme des 12 mois). - Au-delà des 12 mois, résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins 30 jours avant la date d'anniversaire du contrat, accompagnée de l'autorisation de l'organisme prêteur.
DOCUMENTS À TRANSMETTRE EN CAS DE REMBOURSEMENT ANTICIPÉ PARTIEL DU PRÊT	<ul style="list-style-type: none"> - L'attestation de remboursement anticipé faisant apparaître le montant initial du prêt, le montant du remboursement et la date de remboursement + nouveau tableau d'amortissement (+ tableau d'amortissement initial si jamais transmis).
DOCUMENTS À TRANSMETTRE EN CAS DE REMBOURSEMENT ANTICIPÉ TOTAL DU PRÊT	<ul style="list-style-type: none"> - L'attestation de remboursement anticipé faisant apparaître le montant initial du prêt et la date de remboursement total du prêt.

Classes de risques professionnelles						
	Déplacement professionnel		Travaux manuels			
Catégorie socioprofessionnelle	< 20 000 km/an	>= 20 000 km an	Aucun ou occasionnel	Avec travail manuel léger ou de précision, sans utilisation d'outillage mécanique lourd, à bois, d'explosifs, d'échafaudages.	Avec travail manuel moyen ou important, avec utilisation d'outillage mécanique lourd, et/ou à bois, et/ou avec utilisation occasionnelle d'explosifs, et/ou d'échafaudages.	CSP
Artisan Commerçant	X		X			CSP2
	X			X		CSP2
	X				X	CSP3
		X	X			CSP2
		X		X		CSP2
		X			X	CSP3
Salariés cadres Salariés non cadres Professions libérales Retraité, pré retraité Sans activité professionnelle	X		X			CSP1
	X			X		CSP1
	X				X	CSP1
		X	X			CSP2
		X		X		CSP2
		X			X	CSP2

CSP4 : feront l'objet d'une étude préalable, les professions suivantes : militaire, gendarme, policier, pompier, artificier, cascadeur, charpentier, couvreur, démineur, démolisseur, guide de haute montagne, grutier, homme grenouille, scaphandrier, marin-pêcheur, pilote sur prototype, professionnel du cirque et manèges forains, sportif professionnel, travailleur sur plateforme de forage, zingueur, personnel navigant ne répondant pas aux conditions requises en CSP2, **et/ou tout travail en hauteur supérieure ou égale à 15 mètres.**

Sélection tabagique
OUI

Formalités médicales			
Capital à assurer	<= 50 ans	> 50 ans et <= 60 ans	> 60 ans
<= 10k €	Pas de sélection	QS et si une réponse à Oui : QMD	QMD
>= 10k € et <= 200k €	QS et si une réponse à Oui : QMD		
> 200k € et <= 350k €	QS et si une réponse à Oui : QMD	QS et si une réponse à Oui : QMD	QMD + PS avec PSA pour les hommes + ECV
> 350k € et <= 450k €		QMD + PS avec PSA pour les hommes + ECV	QMD + PS avec PSA pour les hommes + ECV
> 450k € et <= 1M €	QMD + RM + PS + ECV + Échographie cardiaque	QMD + RM + PS avec PSA pour les hommes + ECV + Échographie cardiaque	QMD + RM + PS avec PSA pour les hommes + ECV + Échographie cardiaque
> 1M € et <= 1,5M €	QMD + RM + PS + ECV + Échographie cardiaque + Questionnaire Engagement Financiers	QMD + RM + PS avec PSA pour les hommes + ECV + Échographie cardiaque + Questionnaire Engagement Financiers	QMD + RM + PS avec PSA pour les hommes + ECV + Échographie cardiaque + Questionnaire Engagement Financiers
> 1,5M € et <= 3M €	QMD + RM + PS + ECV + Échographie cardiaque + Questionnaire Financiers et Annexes	QMD + RM + PS avec PSA pour les hommes + ECV + Échographie cardiaque + Questionnaire Financiers et Annexes	QMD + RM + PS avec PSA pour les hommes + ECV + Échographie cardiaque + Questionnaire Financiers et Annexes

QS : Questionnaire simplifié (Oui / Non)

QMD : Questionnaire médical détaillé (Oui/ Non + informations médicales)

RM : Rapport Médical, qui inclut l'analyse d'urine

PS : Profil sanguin

- La numération globulaire avec formule sanguine, plaquettes, vitesse de sédimentation
- Le taux de glycémie
- Le taux de créatinine
- Le taux d'uricémie
- Le taux de cholestérol total + HDL
- Le taux de triglycérides
- Les transaminases SGOT/SGPT
- Le taux de gamma GT
- Les anticorps anti VIH 1 et 2
- La sérologie hépatite B (antigène HBs - anticorps HBS - anticorps HBC)
- La sérologie hépatite C (anticorps anti VHC)

PSA : Prostatic Specific Antigen (pour les hommes de plus de 50 ans)

ECV : Examen cardio-vasculaire, le compte rendu ainsi que le tracé d'un ECG.
Echographie cardiaque.

Risques exclus

Au titre des garanties de DÉCÈS, DE PERTE TOTALE ET IRREVERSIBLE D'AUTONOMIE, D'INVALIDITÉ PERMANENTE TOTALE OU PARTIELLE, ET D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE TOTALE DE TRAVAIL quelle qu'en soit la cause, les séquelles et conséquences des risques suivants sont exclus :

- le suicide de l'assuré lorsqu'il survient pendant la première année d'assurance. Toutefois, le risque de suicide sera couvert dès l'adhésion, dans la limite du montant mentionné au décret visé par l'article L.132-7 du Code des assurances (120 000 € au 01/01/2004), en présence d'un prêt destiné à financer l'acquisition du logement principal de l'assuré,
- la participation à des matchs, courses, paris, compétitions sportives sauf en tant qu'amateur,
- les risques de navigation aérienne autres que ceux couverts pour des vols entrepris à bord d'un appareil muni d'un certificat valable de navigabilité et conduit par un pilote possédant un brevet et une licence non périmés, ce pilote pouvant être l'assuré lui-même,
- les sports aériens qui nécessitent ou non l'utilisation d'un engin à moteur se rapportant à des compétitions, démonstrations, acrobaties, raids, tentatives de record, vol sur prototypes, vol d'essai, sauts effectués avec des parachutes non homologués,
- la pratique ou la participation de l'assuré aux activités équestres suivantes : les courses de chevaux, le jumping, les concours hippiques, le raid, le polo, le rodéo et la chasse à courre, ainsi qu'aux compétitions sportives et à l'entraînement s'y rapportant,
- l'escalade, la randonnée en montagne, l'alpinisme pratiqués au-dessus de 3000 mètres, la plongée sous-marine effectuée à une profondeur de plus de 40 mètres.

• La pratique des sports cités ci-dessous :

les sports de combat, le cyclisme en compétition, les compétitions comportant l'utilisation d'une arme, les sports de neige ou de glace (autre que la pratique amateur sur piste de ski alpin ou de fond, du monoski et du surf ainsi que du patinage), l'escalade ou l'alpinisme au-dessous de 3000 mètres, le canyoning, la spéléologie (l'usage d'explosif est exclu dans tous les cas), le motonautisme en compétition, la voile à plus de 25 miles des côtes, la plongée sous-marine à une profondeur de moins de 40 mètres, le kitesurf, les sports automobiles, la moto en compétition, le saut en parachute, les vols sur ailes volantes, le deltaplane, le parachutisme ascensionnel et le parapente.

SAUF si ces activités sont pratiquées :

dans le cadre d'une activité professionnelle mentionnée sur

la demande d'adhésion et ayant fait l'objet d'une tarification adaptée (classe de tarification CSP 4), ou, amateur si l'assuré établit que la pratique de l'activité, dans les conditions particulières précisées ci-dessus, a fait l'objet d'un encadrement par du personnel qualifié, titulaire de brevets et autorisations réglementaires nécessaires à un tel encadrement,

- les rixes auxquelles l'assuré participe de façon active, sauf le cas de légitime défense, d'assistance à personne en danger et celui de l'accomplissement du devoir professionnel,
- les conséquences de faits de guerre étrangère lorsque la France est partie belligérante, sous réserve des conditions qui seraient déterminées par la législation à intervenir concernant les assurances sur la vie en temps de guerre,
- les conséquences d'une guerre civile ou étrangère, d'une insurrection, d'une émeute, d'un attentat, d'un acte de terrorisme, quel que soit le lieu où se déroule cet événement et quels qu'en soient les protagonistes, dès lors que l'assuré y prend une part active,
- les conséquences d'actes de nature terroriste perpétrés au moyen de, ou utilisant directement ou indirectement, toute matière radioactive ou d'origine chimique ou bactériologique ou virale.

En complément et spécifiquement pour LE RISQUE DE PERTE TOTALE ET IRREVERSIBLE D'AUTONOMIE sont exclus les séquelles et conséquences :

- des maladies ou accidents dont la première constatation médicale est antérieure à la demande d'admission et de celles qui résultent de l'aggravation d'une invalidité préexistante à l'admission, sauf acceptation expresse par l'assureur limitée à un risque défini et mentionnée aux conditions particulières d'adhésion,
- de maladies ou d'accidents qui sont le fait volontaire de l'assuré ou de celles qui résultent de tentative de suicide ou de mutilation volontaire, ou de refus de se soigner au sens de l'article L.324-1 du Code de la Sécurité Sociale,
- des accidents résultant de la consommation par l'assuré, de boissons alcoolisées constatée par une alcoolémie égale ou supérieure au taux réglementaire prévu en matière d'accident de la circulation, en vigueur à la date du sinistre dans le pays où se produit l'accident, ou de l'alcoolisme chronique de l'assuré,
- des accidents résultant de l'usage par l'assuré, de stupéfiants, de substances médicamenteuses en dehors des limites de prescription médicale,
- des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation provenant de la transmutation des noyaux d'atome,

- de la manipulation d'engins explosifs, de produits inflammables ou toxiques,
- des blessures ou lésions survenant ou contractées au cours de courses comportant un véhicule à moteur, de la pratique de sports de combat, d'ascensions de haute montagne.
- la fin d'un contrat de travail à durée déterminée, la fin d'un chantier et la fin d'un contrat d'intérim,
- les ruptures de contrat de travail au cours d'une période d'essai ou à la fin de celle-ci.

En complément et spécifiquement pour les risques D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE TOTALE DE TRAVAIL ET D'INVALIDITÉ PERMANENTE TOTALE OU PARTIELLE, sont exclus :

- le congé légal de maternité, étant précisé que pour les assurées exerçant une activité professionnelle non salariée, la période concernée est assimilée au congé légal de maternité des assurées sociales, tant dans la durée qu'au niveau de la répartition des semaines avant et après la date présumée de l'accouchement,
- les arrêts de travail résultant de traitements esthétiques, d'opérations de chirurgie esthétique,
- l'incapacité de travail ou l'invalidité consécutive à une dépression nerveuse ou à un syndrome de fatigue chronique ou de fibromyalgie ou à une affection psychiatrique, neuropsychiatrique ou psychique sauf si une hospitalisation de plus de 7 jours continus a été nécessaire pendant cette incapacité ou cette invalidité, ou si l'assuré a été mis par jugement sous tutelle ou curatelle, l'incapacité de travail ou l'invalidité consécutive à une atteinte vertébrale ou discale ou radiculaire (lumbago, lombalgie, sciatalgie, cruralgie, névralgie cervico brachiale, protrusion discale, hernie discale, dorsalgie, cervicalgie, coccygodynie) sauf si une intervention chirurgicale a été nécessaire pendant cette incapacité ou cette invalidité.

OPTION PRÉFÉRENCE :

Pour les assurés ayant souscrit à l'OPTION 2 « PRÉFÉRENCE » sur la demande d'adhésion, et par conséquent fait le choix de racheter ces deux dernières exclusions moyennant une cotisation majorée et l'accord de l'assureur, celles-ci ne seront pas appliquées aux affections survenues postérieurement à la date d'effet de l'assurance, ou aux affections antérieures déclarées et non exclues par l'assureur.

Au titre de la garantie PERTE D'EMPLOI, les risques suivants sont exclus dans tous les cas :

- la retraite ou la préretraite, quelle qu'en soit la cause, y compris pour inaptitude au travail,
- la démission, même prise en charge par le Pôle emploi ou par un organisme assimilé,
- toute cessation d'activité dont la réglementation implique la non recherche d'un nouvel emploi,
- le licenciement pour faute grave ou lourde,
- la rupture conventionnelle du contrat de travail,
- le licenciement ou la rupture conventionnelle si l'assuré est salarié :
 - de son conjoint, d'un de ses ascendants, collatéraux ou descendants,
 - d'une personne morale emprunteuse contrôlée ou dirigée par le conjoint de l'assuré, l'un de ses ascendants, collatéraux ou descendants, sauf si ce licenciement est concomitant à la liquidation judiciaire de l'entrepreneur ou de l'entreprise, à une cessation d'activité liée à une invalidité ou au décès de l'entrepreneur ou du chef d'entreprise.

Pour une première indemnisation ou pour une nouvelle durée maximale d'indemnisation :

- le chômage saisonnier, partiel (par chômage partiel on entend toute période de chômage n'entraînant pas la rupture du contrat de travail) ou technique ou l'intempérie n'ayant pas entraîné de rupture du contrat de travail,